

**ARCELORMITTAL ALGÉRIE**

# Le plan d'investissement s'appuie sur l'élément humain

**Après des mois d'hésitations depuis l'accord du gouvernement algérien de prendre en charge la totalité de l'investissement de 1,5 milliard de dollars destiné au redressement d'une entreprise qui, pourtant, était il y a un peu plus d'un an détenue à concurrence de 70 % par le géant mondial de la sidérurgie, ArcelorMittal en l'occurrence, il semblerait qu'à la faveur de la renationalisation de cette filiale du groupe du Luxembourg, on a enfin compris que le sauvetage de ce fleuron de l'industrie algérienne des années 1970 passe par l'élément humain national. D'où la rencontre ouverte hier mercredi à l'hôtel Sabri de Annaba et qui a réuni tous les concernés d'ArcelorMittal Algérie, du groupe Sider et du partenaire social afin d'accorder plus d'intérêt au personnel, toutes catégories confondues.**

En plus de la formation, il y aura aussi la discussion de tous les problèmes rencontrés par le complexe ces dernières années. En effet, cette rencontre de deux jours portant sur le plan de développement d'ArcelorMittal Algérie réserve l'essentiel de son ordre du jour à la dimension humaine qui est, selon l'intitulé, «le facteur déterminant de la réussite». Elle intervient après la mise en place durant l'année 2014 des aspects techniques pour le lancement du plan de redressement. A-t-on enfin compris que sans la formation et l'intéressement de ceux qui font face à une température de

1 200 degrés, il n'y aura pas de bon management ni aucun développement ? Ce n'est pas en occultant les priorités socioprofessionnelles des métallurgistes de base comme ça a été pratiqué durant la période de partenariat avec le groupe étranger qu'on arrivera à des résultats.

De près de 20 000 salariés avant l'arrivée de l'Indien Mittal Steel en 2001, l'effectif n'a fait que rétrécir comme une peau de chagrin pour descendre à quelque 5 000 aujourd'hui. L'autre aspect à prendre en considération a trait à la mise d'un terme aux conflits récurrents entre les clans qui utilisaient le

partenaire social au gré de leurs intérêts personnels. Cette situation a été à l'origine des difficultés financières de l'entreprise dues, entre autres, à la faible commercialisation de ses produits mais aussi à l'importation de matières premières. Elle a affecté l'emploi mais a participé également dans le gonflement de la facture d'importation des besoins nationaux en produits sidérurgiques dont la couverture n'était plus que de 10% avec une production nationale n'ayant pas dépassé pour toute l'année 2014 les 250.000 tonnes.

Et de l'aveu même des responsables d'ArcelorMittal Algérie, l'année 2015 verra d'autres difficultés dans la production dues notamment à la mise à l'arrêt définitif en octobre 2015 du cœur de la zone chaude, l'actuel haut-fourneau (HFN2), et son remplacement ainsi que les autres installations en amont et en aval qui sont devenues obsolètes.

La reprise de la production ne sera effective que trois mois au moins après l'arrêt du HF N2, estiment les mêmes sources. sa vitesse de croisière, d'après les responsables de l'entreprise ne peut être atteinte qu'en 2017, date de la fin du plan de redressement.



Photos : DR

**Les priorités socioprofessionnelles ne seront plus occultées.**

Concernant la chute des prix du pétrole et leur incidence sur le plan d'investissement, il a été clairement affirmé par les mêmes sources que les crédits destinés à cet investissement sont déjà disponibles et le plan de développement est aussi défini. Il n'y a aucun souci pour cela, ont-elles affirmé.

À l'arrêt depuis le mois de juin 2013, suivi de l'incident majeur survenu en octobre 2014, le haut-fourneau (HF) n°2 du complexe

ArcelorMittal El Hadjar, a connu, en novembre dernier, un laborieux redémarrage, redonnant de l'espoir à ses milliers de salariés dont la majorité était en congé spécial. Depuis cette date, il y a eu un redémarrage progressif suivi d'essais (avec quelques ratages).

Le redémarrage a été effectué par des techniciens nationaux, cadres du complexe, aidés par une expertise étrangère.

**A. Bouacha**

**FILIÈRE DATTES**

## En attendant la labellisation

**La dattes algérienne est au cœur d'un «complot». Avec une production appréciable en terme de qualité et de quantité, l'Algérie se retrouve classée au septième rang mondial en terme de parts de marché et pour cause, la dattes algérienne est exportée par des pays voisins qui sans scrupules y apposent leur label. Pendant ce temps, le ministère de l'Agriculture n'a toujours pas finalisé le dossier de la labellisation de la dattes.**

**Nawal Imés - Alger (Le Soir)** - De l'avis même du secrétaire général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci), la variété Deglet Nour est «convoitée».

Khobzi Abdelmadjid, le président de la Chambre du commerce Ziban n'hésite pas pour sa part à parler de «complot» contre la dattes algérienne. Une situation encouragée par l'absence de labellisation de la dattes algérienne, notamment Deglet Nour. Un dossier est ouvert depuis de longues années au niveau du ministère de l'Agriculture. Une équipe d'experts travaille sur la labellisation de Deglet Nour sans aboutir encore à concrétiser le projet.

Le président de la chambre du commerce de Biskra a affirmé qu'il existait un lobby à Marseille qui œuvre pour casser les exportateurs algériens.

La Chambre du commerce tente de se redéployer en Asie où d'autres variétés que Deglet Nour sont très appréciées. Il est prévu d'y installer une unité de production. En attendant, un salon international sera dédié exclusivement à la dattes.

Il s'agit de la première édition du Salon international de la dattes de Biskra (Sida) qui se tiendra du 21 au 24 mars à Tolga. Il a pour objectif d'organiser des rencontres entre tous les intervenants de la filière dattes. Il est



**800 000 tonnes de dattes sont produites chaque année.**

axé sur quatre volets : la production, l'équipement, la recherche scientifique, l'animation économique et enfin un volet purement culturel. Objectif : promouvoir la dattes algé-

rienne. Avec 800 000 tonnes de dattes produites chaque année dont 200 000 tonnes exportées, l'Algérie est classée au septième rang mondial avec 10% de parts du marché.

La dattes constitue le premier poste d'exportation dans les produits agricoles avec 40% du montant total des exportations. S'il est ouvert à la participation étrangère dans le volet équipement, pas question durant le salon d'exposer des dattes étrangères.

Le choix de Biskra s'est, selon les organisateurs, imposé naturellement. La culture du palmier dattier y occupe une superficie de 165 00 hectares avec 18 millions de palmiers répartis à travers 16 wilayas.

Il s'agit de la première région algérienne dans la plantation des palmiers dattiers avec 5 millions d'arbres et une superficie de 46 000 hectares et une production de 220 000 tonnes.

**N. I.**

**NOUVELLE LOI RÉGISSANT L'ACTIVITÉ IMMOBILIÈRE**

## Les promoteurs immobiliers demandent une révision

**Les promoteurs immobiliers ont saisi la tenue de leur douzième assemblée générale hier pour dénoncer la nouvelle loi régissant la profession et demander sa révision.**

Qualifiée de «très contraignante et non adaptée à la réalité du terrain», les promoteurs immobiliers demandent la révision de la loi 11/04 de février 2011 fixant les règles régissant l'activité de promotion immobilière.

Selon M'hamed Sahraoui, promoteur et secrétaire général du fond de garantie et de caution mutuelle de la promotion immobilière (FGCMPI), «le promoteur encoure des amendes et de la prison dans le quart des textes de

cette nouvelle loi et les sanctions sont tellement nombreuses qu'il est bien malin celui qui ne tombera pas sur l'une d'entre elles». Mais selon le promoteur, le ministre de l'Habitat serait attentif à la préoccupation des promoteurs puisqu'il est d'accord pour installer une commission qui sera chargée de réexaminer ces textes.

Outre ces contraintes liées à la loi, les promoteurs font face aussi, relèvent-ils, au problème du foncier (rare et de plus en plus inac-

cessible) et ils pointent du doigt également les conditions dans lesquelles ils traitent avec les banques.

De son côté, le SG du ministère de l'Habitat, lors de son allocation, a indiqué que la loi 11/04 a été élaborée pour lever les contraintes rencontrées par la corporation.

Mise en place donc pour mieux organiser l'activité immobilière, l'intervenant a indiqué que jusqu'à fin décembre dernier 6 082 nouvelles demandes d'agrément ont été déposées dont 5 000 dossiers ont été acceptés. Selon lui, le plan quinquennal 2010-2014 a vu la réalisation de 1,1 million d'unités de logement et le taux de 97%

des objectifs fixés a été atteint. Le programme 2015 -2019 compte lui, 1,6 million d'unités de logements dont 400 000 sont destinées à la formule AADL.

Par ailleurs, et comme «à quelque chose malheur est bon», avec la chute des prix du pétrole, les promoteurs prévoient de recevoir de grands projets de réalisation. «On va avoir moins recours aux entreprises étrangères et on va solliciter davantage les promoteurs nationaux en raison de la chute du pétrole», prévoit M. Sahraoui. Ont-ils les moyens et les compétences pour prendre en charge de grands chantiers ? «Oui» affirment-ils.

**S. A.**